

« PERFORMANCES » SOCIO-ÉCONOMIQUES DES TERRITOIRES

Des effets régionaux, plus que des effets taille ou densité

Sept. 2022

15%

DATAR

Délégation à l'Aménagement
du Territoire et à l'Attractivité
Régionale

Direction de l'Intelligence
Territoriale et de la Prospective



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

nouvelle-aquitaine.fr



» Les débats sur les dynamiques territoriales sont souvent organisés autour d'oppositions entre métropoles, villes moyennes et petites villes, ou bien entre territoires urbains et territoires ruraux.

Dans le premier cas, les commentateurs ont en tête l'idée qu'existeraient des **effets taille**, qui procureraient un avantage ou un désavantage aux territoires en fonction de leur position dans la hiérarchie urbaine. Dans le deuxième cas, c'est moins la taille des territoires qui jouerait, que des **effets de densité**, opposant le rural, défini comme l'ensemble des territoires de faible densité, et l'urbain, qui correspond à l'ensemble des territoires de densité forte ou intermédiaire.

Ce faisant, on occulte l'existence potentielle d'effets liés à l'appartenance des territoires à des espaces plus larges, qu'on peut qualifier d'**effets macro-territoriaux ou macro-régionaux** : si de tels effets existent, alors la «performance» d'un territoire tiendrait moins à sa position dans la hiérarchie urbaine ou à son degré de densité, qu'à son appartenance à tel ou tel espace macro-territorial.

Nous proposons d'évaluer l'influence respective de ces trois effets géographiques (effets taille, effets densité et effets macro-régionaux) sur un ensemble de variables socio-économiques d'intérêt, en nous situant à l'échelle des intercommunalités de France métropolitaine et en mobilisant les données les plus récentes disponibles.

Il s'avère alors que **les effets macro-régionaux dominent largement les effets taille et les effets densité**.

1/ UNE ANALYSE ELARGIE DES PERFORMANCES SOCIO-ECONOMIQUES

La plupart du temps, les travaux cherchant à estimer l'importance des effets taille ou densité analysent la croissance de l'emploi. Nous nous proposons d'élargir l'analyse à 16 indicateurs relatifs à la population, l'emploi, le chômage et les revenus.

A chaque fois, nous avons mobilisé les données les plus récentes disponibles, celles du recensement millésime 2018, qui couvre la période 2016-2020, ainsi que celles du recensement de 2008, qui couvre la période 2006-2010, pour calculer les taux de croissance. Nous pouvons ainsi caractériser la situation des territoires en 2018, ainsi que l'évolution de leur situation sur la période 2008-2018.

S'agissant de l'échelle géographique, nous avons analysé la situation des 1 231 intercommunalités de France métropolitaine, en considérant que le macro-territoire auquel elles appartiennent est la région de localisation de leur siège social.

16 INDICATEURS ANALYSÉS



POPULATION

- > taux de croissance démographique
- > solde naturel
- > solde migratoire



EMPLOI

- > taux de croissance des actifs occupés
- > part des actifs à temps partiel
- > part des actifs en CDI
- > taux de croissance de l'emploi au lieu de travail
- > indice de concentration de l'emploi



CHÔMAGE

- > taux de chômage
- > taux de chômage des adultes
- > taux de chômage des jeunes
- > taux de chômage des seniors
- > taux de chômage des femmes



REVENU

- > revenu médian
- > taux de pauvreté
- > rapport interdécile de revenu





2/ DES DIFFÉRENCES TERRITORIALES IMPORTANTES

Quelle que soit la variable que l'on analyse, on constate d'abord que les valeurs médianes observées dans l'ensemble du pays masquent des différences géographiques élevées.



Données de cadrage sur les 16 indicateurs calculés à l'échelle des intercommunalités

Données de cadrage sur les 16 indicateurs calculés à l'échelle des intercommunalités

	Minimum	Médiane	Maximum	
POPULATION 2008-2018				
	Croissance de la population	-1,3%	0,3%	3,4%
	Solde naturel	-2,0%	0,0%	1,5%
	Solde migratoire	-1,4%	0,3%	2,5%
EMPLOI en 2018				
	Croissance des actifs occupés 2008-2018	-2,0%	0,0%	3,2%
	Taux d'actifs occupés à temps partiel	9,6%	17,7%	32,2%
	Taux d'actifs occupés en CDI	39,2%	73,1%	86,2%
	Croissance des emplois au lieu de travail 2008-2018	-4,0%	-0,1%	4,0%
	Indice de concentration de l'emploi	29	81	166
CHOMAGE en 2018				
	Taux de chômage	3,5%	11,6%	25,3%
	Taux de chômage des jeunes	7,3%	25,5%	49,3%
	Taux de chômage des seniors	3,1%	10,1%	23,1%
	Taux de chômage des femmes	3,2%	12,5%	27,2%
	Croissance du taux de chômage 2008-2018	-1,8%	1,8%	6,7%
REVENU en 2018				
	Revenu médian	16 600€	20 980€	37 480€
	Taux de pauvreté	5,0%	13,0%	31,5%
	Rapport interdécile	2,2	2,9	6,9

Les **taux de chômage** varient dans un rapport d'environ 7 pour 1 entre les intercommunalités qui présentent les valeurs les plus fortes et celles qui présentent les valeurs les plus faibles, le **taux de pauvreté** dans un rapport de plus de 6 pour 1, les revenus et les inégalités de revenu dans un rapport de 2 à 3 pour 1. Les **dynamiques de population et d'emploi** varient également fortement, entre des valeurs très négatives et des valeurs très positives.

Les différences territoriales sont donc marquées, pour tous les indicateurs retenus.








NOTRE OBJECTIF EST ALORS LE SUIVANT :

il s'agit de se demander si, dans l'ensemble des facteurs explicatifs imaginables, les effets de taille, de densité et/ou l'appartenance à un espace macro-régional jouent, si oui avec quelle ampleur et au profit de quels territoires.

3/ DES EFFETS RÉGIONAUX, PLUS QUE DES EFFETS TAILLE OU DENSITÉ

Le tableau ci-dessous synthétise les résultats de nos analyses statistiques. En gras figurent les effets qui expliquent plus de 20% des différences géographiques, et en rouge l'effet dominant, indicateur par indicateur.



		 Région	 Densité	 Taille
	POPULATION 2008-2018	Croissance de la population	23%	2%
		Solde naturel	44%	45%
		Solde migratoire	51%	23%
	EMPLOI en 2018	Croissance des actifs occupés	21%	1%
		Taux d'actifs occupés à temps partiel	46%	2%
		Taux d'actifs occupés en CDI	33%	14%
		Croissance des emplois au lieu de travail 2008-2018	23%	8%
		Indice de concentration de l'emploi	2%	39%
	CHOMAGE en 2018	Taux de chômage	30%	10%
		Taux de chômage des jeunes	45%	3%
		Taux de chômage des seniors	22%	2%
		Taux de chômage des femmes	29%	6%
		Croissance du taux de chômage 2008-2018	18%	4%
	REVENU en 2018	Revenu médian	27%	4%
		Taux de pauvreté	24%	20%
		Rapport interdécile	49%	46%

Le tableau reprend la part des différences entre intercommunalités expliquée par chacun des trois effets.

Le premier chiffre de 23% signifie par exemple que la région d'appartenance des territoires explique 23% des différences de taux de croissance de la population des intercommunalités. La densité des territoires n'explique que 2% de ces différences, et la taille seulement 1%.

> On constate d'abord que pour tous les indicateurs, l'un des effets (taille, densité ou appartenance régionale) explique au moins 20% des différences géographiques, à l'exception du taux de croissance du taux de chômage, preuve que ces effets géographiques comptent, même s'ils sont loin de tout expliquer (d'autres effets non mesurés ici, comme la composition sociale des territoires ou leurs spécialisations économiques jouent également).

> S'agissant de la hiérarchie des effets géographiques, on constate que les effets macro-territoriaux dominent largement : ils expliquent au moins 20% des différences entre intercommunalités pour 14 des 16 variables d'intérêt et ils correspondent aux effets les plus forts pour 13 des 16 variables d'intérêt.

> Les variables pour lesquelles les effets taille dominant sont le solde naturel, ce qui s'explique par la surreprésentation de personnes plus jeunes dans le monde urbain, l'indice de concentration de l'emploi, en raison d'effets d'agglomération conduisant à une certaine concentration géographique des emplois, et le rapport interdécile de revenu, les grandes villes étant des lieux où les inégalités de revenu sont sensiblement plus marquées qu'ailleurs. Ce n'est le cas, par exemple,

ni pour le solde migratoire, en dépit de certains discours sur l'attractivité présumée supérieure des grandes villes, ni pour le taux de croissance de l'emploi.

Cela signifie que la grande taille ne garantit pas une meilleure dynamique économique.

LE RÉSULTAT PRINCIPAL QUI RESSORT DE CES CALCULS EST DONC PARTICULIÈREMENT CLAIR : les différences géographiques observées entre les intercommunalités de France métropolitaine, sur cet ensemble de variables socio-économiques, s'expliquent avant tout par des différences d'appartenance à des macro-territoires, bien plus que par des différences de taille ou de densité des territoires.

Pour le dire autrement, le fait d'être un territoire rural plutôt qu'un territoire urbain, ou le fait d'être une métropole ou une ville moyenne plutôt qu'une petite ville, nous dit peu de chose en termes de "performance" socio-économique : certains territoires ruraux, certaines villes moyennes, certaines petites villes présentent des "performances" élevées, d'autres non ; il en va de même pour les territoires urbains et les métropoles, certains présentent des "performances" élevées, d'autres non. **Le fait d'être dans une macro-région plutôt qu'une autre importe davantage.**

4/ LA GÉOGRAPHIE DES PERFORMANCE TERRITORIALES

Quand on analyse l'ensemble des cartes, on constate très clairement des oppositions entre de vastes ensembles de territoires du Nord, de l'Est, de l'Ouest et du Sud, oppositions variables selon les indicateurs : les soldes migratoires sont plus élevés à l'Ouest et au Sud, les taux de chômage au Nord et au Sud-Est, les rapports interdéciles de revenu sont sensiblement plus faibles en Bretagne et dans les Pays de la Loire, etc.

Ces différences macro-régionales peuvent résulter de phénomènes très généraux :

- attrait des populations pour « le sud » et pour les littoraux,
- effets défavorables des spécialisations industrielles anciennes pour un grand quart Nord-Est et effets favorables des spécialisations industrielles plus récentes pour l'Ouest,
- dynamiques des systèmes territoriaux qui font que le développement d'un territoire peut favoriser le développement de territoires environnants,
- etc.



Il faut souligner que ces effets géographiques d'appartenance régionale n'expliquent qu'une partie des différences observées : pour aller plus loin dans l'analyse, il conviendrait de développer des modèles explicatifs plus complets sur chacun des sujets.

A titre d'illustration, les différences de taux de chômage sont expliquées à 30% par l'appartenance régionale. D'autres éléments jouent, par exemple les différences moyennes dans les caractéristiques des personnes (niveaux de diplômes), les différences de dynamiques démographiques (question du chômage d'attraction) ou bien de dynamiques économiques (création d'emplois plus faible). Pour savoir comment mieux agir, il est nécessaire d'évaluer le poids de ces différents déterminants (et d'autres encore) et de comprendre également les relations entre eux.

Nous avons construit un outil de cartographie dynamique pour visualiser la géographie précise des performances socio-économiques.

Nous reproduisons ici une des cartes réalisées, relative au solde migratoire. On y voit l'importance des logiques macro-territoriales, bien plus que des effets taille ou densité



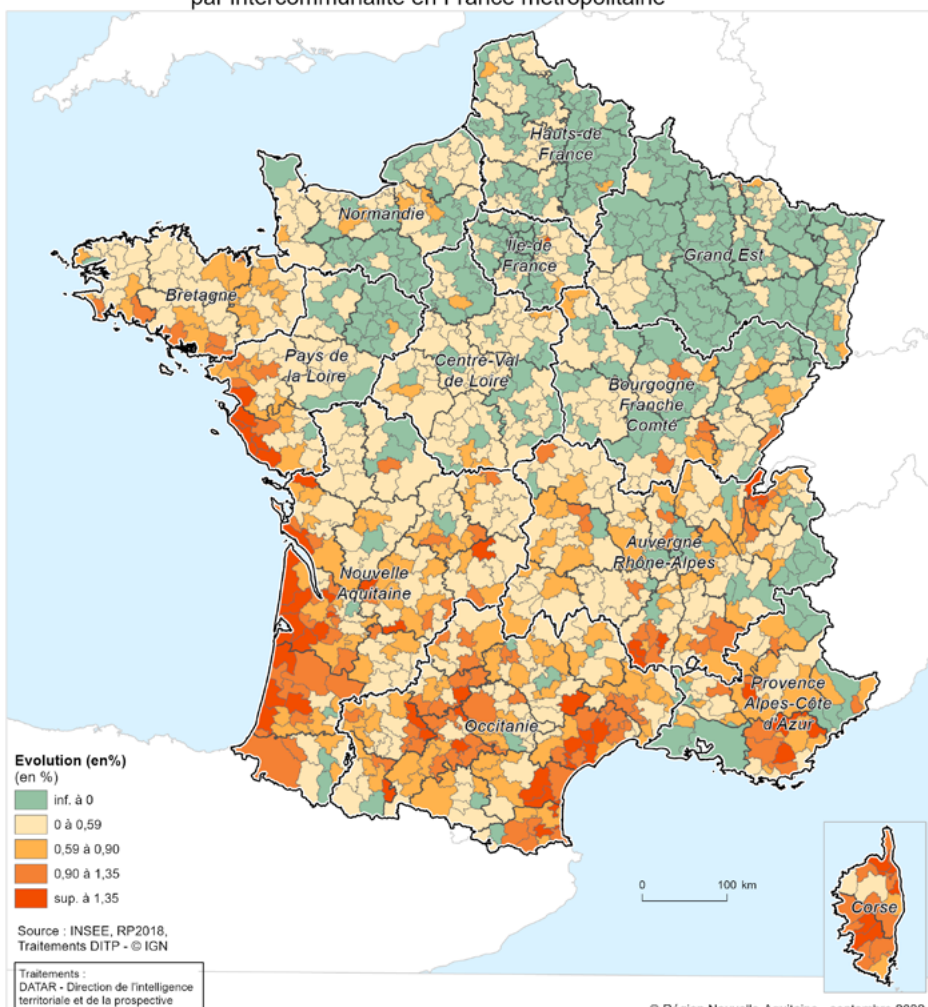
Pour visualiser la carte en fonction des 16 indicateurs, scannez ce QR-Code ci-dessus ou connectez-vous sur territoires.nouvelle-aquitaine.fr/outils-et-ressources/etudes-et-prospective



RÉGION
Nouvelle-Aquitaine

Evolution de la population due au solde migratoire entre 2008 et 2018

par intercommunalité en France métropolitaine



5/ LA SITUATION RELATIVE DES RÉGIONS ET DES MÉTROPOLES

Pour compléter l'analyse, nous proposons de situer les régions et les métropoles par rapport aux valeurs moyennes de France métropolitaine, pour les principaux indicateurs statistiques étudiés.



RÉGIONS	POPULATION 2008-2018			EMPLOI en 2018	CHOMAGE en 2018	REVENU en 2018		
	Croissance de la pop.	Solde naturel	Solde migratoire	Croissance	Taux de chômage	Revenu médian	Taux de pauvreté	Inégalité de revenus*
Auvergne Rhône-Alpes	0,68%		0,26%	0,43%	11,49%	22 815€	12,75%	3,32
Bourgogne Franche-Comté	0,01%	0,06%	-0,05%	-0,43%	12,10%	21 626€	12,95%	2,96
Bretagne	0,56%	0,07%	0,49%	0,22%	11,42%	21 808€	11,00%	2,84
Centre-Val de Loire	0,15%	0,14%	0,01%	-0,36%	12,58%	21 569€	13,15%	2,99
Corse	1,11%	-0,02%	1,13%	1,26%	11,95%	20 756€	18,47%	3,57
Grand Est	0,04%	0,23%	-0,18%	-0,34%	13,37%	21 692€	14,86%	3,31
Hauts-de-France	0,12%	0,43%	-0,31%	-0,13%	16,36%	20 159€	18,03%	3,15
Normandie	0,09%	0,20%	-0,11%	-0,33%	13,27%	21 213€	13,60%	2,99
Nouvelle-Aquitaine	0,51%	-0,06%	0,57%	0,21%	12,69%	21 367€	13,64%	3,05
Occitanie	0,81%	0,12%	0,70%	0,55%	14,67%	20 831€	17,26%	3,29
Pays de la Loire	0,74%	0,35%	0,39%	0,44%	11,21%	21 751€	10,90%	2,80
Provence-Alpes Côte d'Azur	0,34%	0,24%	0,10%	0,15%	14,13%	21 402€	17,29%	3,61
Île-de-France	0,46%	0,99%	-0,53%	0,13%	12,22%	23 908€	15,67%	4,46
France Métropolitaine	0,36%	0,41%	0,05%	0,35%	12,96%	21 948€	14,72%	3,41
part expliquée	23%	44%	51%	21%	30%	27%	44%	49%

* rapport inter-décile du revenu médian par unité de consommation

Certaines régions présentent des profils favorables sur les différents indicateurs retenus (Auvergne-Rhône-Alpes et Pays de la Loire), d'autres des profils globalement défavorables (Grand Est, Hauts-de-France), les autres, les plus nombreuses, sont dans des situations plus ou moins favorables selon les indicateurs.



Note de lecture pour les deux tableaux :

VALEURS

- très « favorables »
- significativement « favorables »
- non significativement différentes des valeurs moyennes de France métropolitaine
- significativement « défavorables »
- très significativement « défavorables »

MÉTROPOLES	Taux de croissance annuel moyen 2008-2018				Taux de chômage 2018	Revenu médian par unité de consommation 2018	Taux de pauvreté 2018	Inégalité de revenus 2018 *
	Population	Solde naturel	Solde migratoire	Emploi				
Bordeaux Métropole	1,16%	0,52%	0,64%	1,15%	13,4%	22 760 €	14,0%	3,6
Brest Métropole	0,08%	0,25%	-0,17%	0,21%	14,3%	21 660 €	13,2%	3,1
Clermont Auvergne Métropole	0,50%	0,31%	0,19%	0,27%	14,2%	21 920 €	15,6%	3,6
Dijon Métropole	0,34%	0,39%	-0,05%	-0,18%	13,6%	22 050 €	13,8%	3,3
Eurométropole de Strasbourg	0,52%	0,64%	-0,13%	0,27%	15,2%	20 760 €	20,6%	4,0
Grenoble-Alpes-Métropole	0,31%	0,71%	-0,40%	0,11%	12,6%	22 720 €	14,2%	3,5
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	0,34%	0,51%	-0,17%	0,43%	14,3%	21 480 €	18,6%	3,8
Métropole de Lyon	0,95%	0,96%	-0,01%	0,90%	13,3%	22 480 €	16,1%	3,9
Métropole du Grand Nancy	-0,02%	0,38%	-0,40%	-0,22%	15,9%	21 320 €	18,8%	3,9
Métropole du Grand Paris	0,38%	1,04%	-0,67%	0,34%	12,9%	23 540 €	18,0%	5,2
Métropole Européenne de Lille	0,35%	0,82%	-0,47%	0,46%	16,2%	20 730 €	19,0%	3,7
Métropole Nice Côte d'Azur	-0,04%	0,21%	-0,25%	-0,24%	13,4%	21 460 €	17,5%	3,8
Métropole Rouen Normandie	0,13%	0,47%	-0,34%	-0,19%	16,5%	20 990 €	17,3%	3,5
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	0,34%	0,02%	0,32%	0,24%	14,5%	21 140 €	17,0%	3,4
Metz Métropole	-0,17%	0,39%	-0,56%	-0,65%	14,9%	21 640 €	18,0%	3,9
Montpellier Méditerranée Métropole	1,64%	0,71%	0,93%	1,52%	17,1%	21 100 €	19,8%	3,9
Nantes Métropole	1,23%	0,64%	0,59%	1,44%	12,7%	23 390 €	12,3%	3,4
Orléans Métropole	0,53%	0,75%	-0,22%	-0,01%	13,4%	22 140 €	15,3%	3,4
Rennes Métropole	1,17%	0,68%	0,49%	0,80%	12,5%	23 130 €	13,0%	3,4
Saint-Etienne Métropole	0,10%	0,37%	-0,27%	-0,34%	15,7%	20 110 €	18,7%	3,2
Toulouse Métropole	1,18%	0,81%	0,37%	1,38%	13,9%	22 880 €	15,8%	3,8
Tours Métropole Val de Loire	0,26%	0,34%	-0,09%	0,11%	15,0%	21 580 €	16,3%	3,6
France métropolitaine	0,36%	0,41%	0,05%	0,14%	13,0%	21 948 €	14,7%	3,4

* rapport inter-décile du revenu médian par unité de consommation

La situation des métropoles est très variable : Bordeaux, Nantes, Rennes n'ont aucun indicateur défavorable ; Strasbourg, Aix-Marseille, Nancy, Nice, Rouen, Metz n'ont aucun indicateur favorable ; Brest, Clermont-Auvergne, Dijon, Toulon, Orléans et Tours ne se distinguent de la moyenne sur aucun ou au plus un seul indicateur.

A la vue d'un tel tableau, on comprend immédiatement que le fait d'être une métropole instituée ne garantit nullement d'atteindre des niveaux élevés de "performance" socio-économique. Les seules régularités repérables concernent les soldes naturels, assez souvent sensiblement supérieurs à la moyenne, signe de populations globalement plus jeunes dans les métropoles, ainsi que les taux de pauvreté et les rapports interdéciles de revenu, également plus élevés pour une moitié d'entre elles, signe que les métropoles sont des lieux marqués d'inégalités sociales.



QUELLES IMPLICATIONS POUR L'ACTION PUBLIQUE ?

Le fait que les différences géographiques qui dominant soient des différences d'appartenance à des macro-régions n'est pas sans incidence du point de vue de l'action publique : ceci légitime le mouvement de décentralisation et la nécessité de confier compétences et moyens aux Régions, d'une part, et de différencier l'action, à l'échelle nationale ou européenne, au profit des régions les plus en difficulté, d'autre part. A contrario, différencier l'action en matière de développement socio-économique, en ciblant les territoires selon leur taille ou leur densité, s'avère peu pertinent.

Attention cependant à ne pas généraliser le propos à tous les sujets : notre analyse s'est focalisée sur des indicateurs de « performance » socio-économique, les résultats peuvent différer si l'on s'intéresse à d'autres thèmes. On peut penser notamment à des questions comme celle de l'accessibilité aux services et aux équipements, pour laquelle la densité et/ou la taille des territoires exerce un effet important, supérieur à l'effet régional dans tout un ensemble de cas. Il conviendra donc de reproduire l'exercice proposé ici en se focalisant sur d'autres indicateurs relatifs aux enjeux d'aménagement et à ceux de transition.



« PERFORMANCES » SOCIO-ÉCONOMIQUES DES TERRITOIRES

des effet régionaux, plus que des effets taille ou densité

L'ensemble des analyses menées est présenté dans un document de travail
disponible sur le lien suivant
www.territoires.nouvelle-aquitaine.fr/outils-et-ressources/etudes-et-prospective

Les données pour les 1 231 intercommunalités sont également mises à
disposition à la fin du lien suivant : www.arcg.is/rT100

Pour plus de renseignements,
contactez la DITP (Pôle DATAR) à l'adresse suivante :

ditp@nouvelle-aquitaine.fr

Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR)
Région Nouvelle-Aquitaine

Retrouvez toute l'information actualisée en direct
sur les outils numériques de la Région :

LE SITE INSTITUTIONNEL ET LE PORTAIL DES TERRITOIRES :

nouvelle-aquitaine.fr

territoires.nouvelle-aquitaine.fr

TOUTES LES AIDES ET DISPOSITIFS RÉGIONAUX SUR :

les-aides.nouvelle-aquitaine.fr

entreprises.nouvelle-aquitaine.fr

Étude réalisée par la Direction
de l'Intelligence Territoriale et de
la Prospective (DITP) - Pôle DATAR

D'autres numéros thématiques seront
publiés au fil des données analysées.

Date de rédaction : Février 2022

Auteur : Olivier BOUBA-OLGA & Mathieu OBERTELLI

Valorisation de l'information : Patricia PERSICO - Coordination : Olivier BOUBA-OLGA



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

nouvelle-aquitaine.fr